

## DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

SEANCE DU JEUDI 28 MAI 2026

### OBJET MIS EN DELIBERATION :

### N°2026-05-11: AVENANT A LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE DIT « PLATEFORME »

Membres composant le Comité Syndical	9	totalisant	100	voix
Délégués composant le Comité Syndical	21	totalisant	100	voix
Membres présents	6			
Délégués présents	18	totalisant	92	voix
Délégués excusés et représentés	2	totalisant	3	voix
Délégués absents excusés	2	totalisant	5	voix

Pour	95 voix
Contre	0 voix
Absentions	0 voix
Ne prennent pas part au vote	0 voix

L'an deux mil vingt-six, le vingt-huit mai, à quatorze heures et cinq minutes, les membres du Comité Syndical se sont réunis à l'Hôtel de Ville de Saint-Maur, sous la présidence de Monsieur Pierre-Michel DELECROIX, Président. Ils avaient été convoqués le 20 mai 2026.

#### DELEGUES PRESENTS

M. DELECROIX, Président, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (10 voix),  
M. SERERO, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix),  
M. MILOT, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (5 voix),  
Mme BARNIER, Vice-Présidente, représentante de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix),  
M. CASTILLE, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix),  
Mme FRANCKHAUSER, représentante de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix),  
M. RIBEIRO représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, suppléant (8 voix),  
Mme WALRAVE, représentante de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix),  
M. MARTINACHE, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix),  
M. LEPONT, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, suppléant (4 voix),  
Mme AMOUROUX, représentante de l'EPT Grand Paris Grand Est, suppléante,  
M. VERNY, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (5 voix),  
Mme MELIGNE, représentante de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (5 voix),  
M. TRAYAUX, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (5 voix),  
M. NILES, représentant de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix),  
M. STAUDER, représentant de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix),  
M. VEDIE, représentant de la Métropole du Grand Paris, (4 voix),  
Mme MANCA, représentante de HAROPA Ports, (1 voix),

#### DELEGUES ABSENTS REPRESENTES

Mme DURAND, représentante du Conseil Départemental du Val de Marne, qui a donné pouvoir à M. DELECROIX, (2 voix),  
Mme ARAMIS, représentante du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Morbras, qui a donné pouvoir à Mme BARNIER, (1 voix),

#### MEMBRES ABSENTS EXCUSES

Mme ou M. le Délégué, représentant de la Métropole du Grand Paris, (4 voix) (pas désigné à ce jour)  
M. MIE, représentant de la Chambre de métiers 94, (1 voix)

#### ETAIENT EGALEMENT PRESENTS

M. DEBARRE, Directeur, Syndicat Marne Vive  
Mme COCHARD, Animatrice SAGE, Syndicat Marne Vive  
M. DESPRES, Chargé d'études eau dans la ville, Syndicat Marne Vive  
Mme BONNAL, Chargée d'étude baignade et lutte contre la pollution, Syndicat Marne Vive  
M. DEPEGE, Responsable des affaires générales, Syndicat Marne Vive  
Mme DE DEUS, Stagiaire, Syndicat Marne Vive  
M. ANTOINE – TRONY, Stagiaire, Syndicat Marne Vive  
M. LAMOISSIERE, Chef de service stratégie eau et territoires, Conseil Départemental du Val-de-Marne

#### DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

M. Nicolas SERERO est désigné pour remplir cette fonction, procède à l'appel nominal.

#### DESIGNATION DE L'AUXILIAIRE AU SECRETAIRE DE SEANCE

M. Clément DEPEGE, est désigné comme auxiliaire au secrétaire de séance, fonction qu'il accepte.

**N°2026-05-11: AVENANT A LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE DIT « PLATEFORME »****Le Comité Syndical ;**

**Vu** la Directive 2006/7/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 février 2006 concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade et abrogeant la directive de 76/160/CEE,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** le Code de la Santé Publique et la réglementation en vigueur en matière d'établissement des profils de baignade, de contrôle et de surveillance des eaux de baignade en rivière ;

**Vu** le Code de la Commande Publique, notamment les articles L2113-6 et L2113-7 ;

**Vu** l'arrêté inter préfectoral n°2018-2277 du 2 juillet 2018 approuvant les statuts du Syndicat Marne Vive ;

**Vu** la délibération 2026-01-10 du 27 janvier 2026 approuvant la convention constitutive d'un groupement de commande en vue de la passation d'un marché d'étude « Plateforme de partage de données et d'informations pour la gestion des baignades en Marne » ;

**Vu** le projet d'avenant n°1 à la convention constitutive d'un groupement de commande en vue de la passation d'un marché d'étude « Plateforme de partage de données et d'informations pour la gestion des baignades en Marne », ci-annexé ;

**Considérant** qu'une mutualisation des moyens de supervision pour la gestion des sites de baignade, permettant la centralisation et le partage de données et d'informations entre gestionnaires de sites de baignade pendant l'ouverture des sites de baignade est opportune, compte-tenu de la proximité des sites le long de la Marne et des informations communes qui intéressent les gestionnaires de baignade ;

**Considérant** que le Syndicat mixte Marne Vive, en tant que structure supracommunale, constitue une instance privilégiée des groupements de commandes ;

**Considérant** le souhait de la ville de Neuilly-sur-Marne de rejoindre le groupement de commande déjà constitué avec les villes de Champigny-sur-Marne et Saint-Maur-des-Fossés ;

**Considérant**, dans ces conditions, qu'il est proposé la signature d'un avenant à la convention de groupement de commande dite « Plateforme » afin d'intégrer la ville de Neuilly-sur-Marne ;

**N°2026-05-10 : AVENANT A LA CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDE DIT « PLATEFORME »****Après examen et délibéré**

<b>Article 1</b>	Approuve le projet d'avenant n°1 à la convention constitutive d'un groupement de commandes relative à l'étude « Plateforme de partage de données et d'informations pour la gestion des baignades en Marne », ci-annexé.
<b>Article 2</b>	Autorise le Président à signer l'avenant et à le communiquer, après signature par chaque membre du groupement de commande, au contrôle de légalité.

Dit que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne.

Fait et délibéré en séance le 28 mai 2026, les membres présents ayant signé la liste d'émargement.

*M. le Président du Syndicat serait obligé envers M. le Préfet de bien vouloir porter à sa connaissance s'il a l'intention de déférer la présente décision devant la juridiction compétente.*



Le Président,

Pierre-Michel DELECROIX